

PROCHAINES ÉTAPES

RAPPORT ANNUEL 2022

INSTITUT C.D. HOWE



C.D. HOWE INSTITUTE

NOTRE MISSION

Institut de recherche indépendant à but non lucratif, dont la mission est d'élever le niveau de vie en favorisant l'adoption de politiques publiques saines sur le plan économique. Généralement considéré comme l'un des groupes de réflexion les plus influents, l'Institut est une source digne de foi de connaissances indispensables en matière de politiques au Canada; il se distingue par sa recherche non partisane, fondée sur des preuves et revue systématiquement par un groupe d'experts.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2022

PRÉSIDENT

Hugh L. MacKinnon

Président-directeur général,
Bennett Jones LLP

VICE-PRÉSIDENT

Brian M. Levitt, O.C.

Président du conseil,
Groupe Banque TD

CHEF DE LA DIRECTION

William B.P. Robson

Institut C.D. Howe

ADMINISTRATEURS

Lydia Bugden, c.r.

Chef de la direction et associée
directrice,
Stewart McKelvey

Scott Burns

Président du conseil, BURNCO
Group of Companies

Heather Chalmers

Présidente-directrice générale,
GE Canada

Bert Clark

Président et chef de la direction,
Investment Management
Corporation of Ontario (IMCO)

Brad W. Corson

Président du conseil, président
et chef de la direction,
Compagnie Pétrolière Impériale
Ltée

Hélène Desmarais, C.M., O.Q.

Présidente du conseil et
chef de la direction, Centre
d'entreprises et d'innovation de
Montréal

Victor G. Dodig

Chef de la direction, Banque
Canadienne Impériale de
Commerce

Laura Dottori-Attanasio

Chef de la direction, Element
Fleet Management Corp.

Rick Ekstein

Président et chef de la direction,
Phaze 3 Management Inc.

Heather Evans

Directrice générale et chef
de la direction, L'Association
canadienne d'études fiscales

Louis Gagnon

Président des activités
canadiennes, Intact Corporation
financière

Blake C. Goldring, C.M., M.S.M., CFA

Président exécutif, AGF
Management Limited.

Bruce Gordon

Président, Financière Manuvie
Canada

Paul J. Hill, C.M.

Président du conseil, président
et chef de la direction, Harvard
Developments Inc., A Hill
Company

Brian K. Johnston, CPA, CA

Administrateur de sociétés

Anna Kennedy

Administratrice de sociétés,
KingSett Capital Inc.

Cyrus Madon

Associé directeur principal,
Brookfield Asset Management
Inc.

Ronald P. Mathison

Président du conseil, Matco
Investments Ltd.

Marcia Moffat

Directrice générale – Chef de
pays pour le Canada, BlackRock

Gilles G. Ouellette

Président du conseil, Gestion de
patrimoine,
BMO Groupe financier

Aaron W. Regent, FCPA, FCA

Président du conseil et chef de
la direction, Magris Performance
Inc.; président du conseil,
Banque Scotia

Donald S. Reimer, F.C.I.T.

Président du conseil, président-
directeur général, Reimer
Express World Corp.

Shirlee Sharkey

Chef de la direction, SE Health

Geoff Wright

Président et chef de la direction,
EllisDon Inc.

Stephen Smith

Président exécutif du conseil,
First National Financial LP

Jonathan Tétrault

Associé directeur, Sagard
Holdings

Alfred G. Wirth

Président et directeur, HNW
Investments S.A.

VOS DONNS PHILANTHROPIQUES À L'ŒUVRE EN 2022

LE GROUPE DE RÉFLEXION LE PLUS PRIMÉ

L'Institut est le premier groupe de réflexion sur la politique économique du Canada dans les classements mondiaux de *Research Papers in Economics (RePEc)* et du programme *Think Tanks and Civil Societies*. Il a remporté six prix Douglas Purvis pour l'excellence de ses textes sur la politique économique canadienne.

PRODUITS ESSENTIELS



40
événements
informels exclusifs

27
réunions de conseils
sur les politiques



50
rapports de recherche
et de conseils sur les
politiques de qualité
supérieure

193
Notes de
renseignement

STIMULANT LES DÉBATS



Plus de 8 210
mentions dans les médias
canadiens et internationaux

Plus de 9 600
mentions dans les médias
sociaux

Plus de 5 335 400
vues des pages du site web

Le groupe de réflexion le plus souvent cité dans le *Globe and Mail* et le *National Post*, les deux quotidiens nationaux du Canada.

MOBILISANT LES GOUVERNEMENTS



107
présentations d'information sur les politiques

MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

La force de l'Institut C.D. Howe repose dans sa capacité à améliorer le niveau de vie des Canadiens en favorisant des politiques publiques solides sur le plan économique.

Cela est dû à ses recherches de haute qualité, évaluées par des pairs et portant sur les questions les plus pressantes qui touchent les citoyens aujourd'hui; à ses nombreux événements qui nourrissent les idées des principaux penseurs critiques; à ses conseils sur les politiques solides, qui réunissent des chefs d'entreprise, des décideurs, des experts en la matière et des universitaires de premier plan pour conseiller ses programmes; et à son dévouement sans faille à l'égard de ses membres.

En 2022, l'Institut a pu accomplir tout cela en dépit de défis difficiles à l'échelle mondiale et de la pandémie.

Le pouvoir d'une politique publique saine est particulièrement important lorsqu'il s'agit d'exploiter le potentiel futur du Canada. Une tâche importante qui pèse lourdement sur l'Institut C.D. Howe et tout ce qu'il fait, cette vision peut être facilement observée dans l'attention constante que l'Institut porte à une politique fiscale responsable, à une théorie monétaire saine, à l'évaluation de notre transition énergétique et à l'engagement d'aider les générations futures à réussir.

Parallèlement à cet engagement, le plus important groupe de réflexion du Canada continue d'avoir un impact profond sur les décideurs, le public et les médias. Comme le montrent ces pages, le rapport annuel 2022 est l'occasion de réfléchir à cet impact, et nous sommes reconnaissants à notre conseil d'administration, nos membres et nos amis pour toutes leurs contributions.

En particulier, je souhaite reconnaître le service des administrateurs sortants, Victor G. Dodig et Shirlee Sharkey. Ils ont grandement contribué à faire en sorte que l'Institut respecte les normes les plus élevées. Je m'en voudrais également de ne pas saluer les membres entrants du conseil d'administration, Laura Dottori-Attanasio et Geoff Smith. Nous attendons avec impatience les perspectives qu'ils apporteront à l'Institut.

Je remercie l'Institut C.D. Howe et les membres de son conseil d'administration pour leur travail inlassable vers un meilleur avenir pour le Canada.



Hugh L. MacKinnon

Président du conseil, Institut C.D. Howe

Veillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Hugh L. MacKinnon

MOT DU PRÉSIDENT ET DU CHEF DE LA DIRECTION



Duncan Munn
Président, Institut C.D. Howe



William B.P. Robson
Chef de la direction, Institut C.D. Howe

La mission fondamentale de l'Institut C.D. Howe consiste à aborder les défis en matière de politique économique, en favorisant la compréhension et les solutions pour améliorer la situation des Canadiens. Bien qu'il soit agréable d'être désiré, nous pourrions tous souhaiter que le Canada soit confronté à moins de défis en 2022. Des dépenses et emprunts publics excessifs à l'inflation, en passant par les défaillances des chaînes d'approvisionnement et des services publics tels que les soins de santé, l'éducation, l'immigration et les passeports, jusqu'aux excès de la réglementation dans des domaines aussi divers que l'énergie et l'économie numérique, le Canada semblait assiégé – à la fois par des crises provenant de l'extérieur de nos frontières et par des problèmes que nous nous sommes infligés à nous-mêmes.

L'Institut a répondu à ces défis en 2022 avec son mélange caractéristique d'analyses objectives, d'interventions mesurées et de discours civil. L'Institut a publié 37 rapports de recherche et 197 « Notes de renseignement » qui offraient une perspective et des conseils convaincants sur les sujets susmentionnés, et plus encore. Notre série de balados, qui en est maintenant à sa quatrième année, a étendu les perspectives de l'Institut à un format apprécié par des milliers d'auditeurs. Ces événements ont accueilli des décideurs actuels et anciens tels que Steven Del Duca, Bob Hamilton, Travis Toews, Bill Morneau, Bob Rae et Victor Fideli.

Mot du président et du chef de la direction (suite)

Les pages qui suivent détaillent la production de l'Institut C.D. Howe et les nombreuses façons dont il réunit des chercheurs, des chefs d'entreprise, des fonctionnaires et des citoyens concernés pour aborder les questions qui affecteront le dynamisme de l'économie canadienne et le niveau de vie des Canadiens dans les années à venir. La turbulence économique et la polarisation politique rendent l'engagement de l'Institut en faveur des faits, de la logique et de l'impartialité plus précieux que jamais.

Ce bilan de l'activité de l'Institut en 2022 témoigne également du professionnalisme et de l'énergie de nos collègues et des nombreux collaborateurs qui soutiennent l'Institut par leurs idées et leurs dons. L'équipe interne de l'Institut a réussi à relever les défis politiques et professionnels de ces dernières années, et à saisir les occasions d'augmenter la collaboration numérique et le travail hybride. Son réseau de chargés de recherche, d'auteurs, de lecteurs critiques et de membres du conseil a enrichi son programme plus que jamais. Les membres de longue date ont été fidèles, augmentant souvent leur soutien, et les nouveaux membres ont enrichi les idées et les ressources de l'Institut.

C'est un plaisir de reconnaître les efforts et les contributions des collègues et des partisans qui ont fait de l'année 2022 un succès pour l'Institut C.D. Howe, et qui ont si bien positionné l'Institut pour aider les Canadiens à surmonter les défis de 2023 et au-delà. Merci à tous.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Duncan Munn et William B.P. Robson



De gauche à droite :

Gino Scapillati, Duncan Munn, Maureen Farrow et Laura Bouchard



De gauche à droite :

Bill Morneau, Dominique T. Hussey et William B.P. Robson

LA MISSION DE RECHERCHE DE L'INSTITUT EN 2022

L'Institut C.D. Howe a déployé la puissance de sa recherche en 2022 sur une série de questions critiques affectant le niveau de vie des Canadiens.

À l'échelle internationale, l'année a été turbulente. Dans une étude historique de l'Institut, le coût global de l'invasion de l'Ukraine par la Russie a été évalué à 8,9 billions de dollars américains après cinq mois, soit une perte équivalente à plus de quatre fois le revenu annuel total de tous les Canadiens.

Les Canadiens ont également été soumis à une inflation beaucoup plus élevée en 2022, à la suite des mesures de relance monétaire et budgétaire importantes et insoutenables prises pour maintenir les revenus et les emplois à flot pendant la pandémie. Les recherches de l'Institut ont permis de mieux comprendre l'impact de ces mesures et de proposer des politiques qui permettraient de revenir à une inflation plus faible et à une trajectoire budgétaire durable.

Nous avons également consacré beaucoup d'efforts à disséquer le plan de réduction des émissions d'Ottawa pour 2030. Nos recherches ont permis de déterminer que les Canadiens devraient rénover un demi-million de maisons par an pour atteindre l'objectif fixé pour ce secteur en 2030. Dans le même ordre d'idées, une série *Notes de renseignement* approfondie a également rassemblé des modèles de prévision sur d'autres secteurs précis concernés par la transition prévue, fournissant une évaluation réaliste de ce qui est *réellement* nécessaire pour atteindre ces objectifs.

En outre, nos recherches ont permis d'éclairer des questions urgentes pour les travailleurs et les employeurs grâce à des études sur le déficit de compétences numériques, sur le rétablissement des jeunes après la pandémie et sur la réforme de l'assurance-emploi. Les questions liées à la numérisation de l'économie canadienne et à l'importance du financement pour aider les petites entreprises à se développer et à innover figuraient également en bonne place à l'ordre du jour, ces dernières étant abordées par un nouveau groupe de travail de l'Institut.

La santé et le rétablissement après la pandémie étaient également au centre des préoccupations. Largement cités dans les médias, nos experts ont constaté que les campagnes de vaccination contre le virus ont permis au Canada d'économiser des milliards de dollars en coûts sanitaires et économiques évités. Nos travaux ont également mis en évidence des moyens d'améliorer les soins fournis aux personnes âgées vulnérables du Canada, de renforcer la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique et, en fin de compte, d'offrir de meilleurs soins de santé aux Canadiens. Le programme de politique de santé de l'Institut a également été renforcé par la nomination de l'ancienne sous-ministre de la santé de l'Alberta et actuelle administratrice de la Régie de



Daniel Schwanen

Vice-président de la recherche, Institut C.D. Howe

la santé de la Nouvelle-Écosse, Janet Davidson, en tant que première chargée de recherche invitée Don Johnson.

Nous avons également dévoilé un concours « Notes de renseignement » en 2022, qui vise à découvrir et à promouvoir les leaders d'opinion de la prochaine génération en matière de politique. Les mémos produits dans le cadre de cette initiative ont examiné une série de questions, allant de la nécessité d'améliorer les prestations d'assurance-emploi afin de protéger les enfants, à une meilleure préparation aux pandémies, en passant par la question de savoir si le rôle de la banque centrale devrait être élargi pour inclure des questions plus orientées vers l'aspect social. En outre, grâce à un programme de stage parrainé pour la troisième année consécutive par l'Investment Management Corporation of Ontario, six diplômés prometteurs ont eu l'occasion inestimable de s'épanouir au sein de l'Institut.

Nous continuerons à promouvoir des idées concrètes, étayées par la recherche et le dialogue, en vue d'élever les Canadiens. Je remercie nos chargés de recherche, nos présidents, les membres de nos conseils consultatifs et de nos groupes de travail, notre personnel, ainsi que les autres auteurs, évaluateurs et participants à la conférence, pour leur contribution intellectuelle à la réalisation de cet objectif. Merci de continuer à appuyer notre travail.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.
Daniel Schwanen

NOTRE PROCESSUS D'EXAMEN EXTERNE

Les publications de l'Institut subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous sommes très reconnaissants à ces lecteurs critiques, dont certains sont nommés à la page 22.

Pour assurer l'objectivité, nous évaluons les rapports potentiels en utilisant des méthodes telles que la lecture critique à simple et à double insu. La recherche et les observations, plutôt que l'identité des auteurs et des lecteurs critiques, sont la considération primordiale. Nous nous efforçons d'améliorer constamment le processus d'évaluation afin qu'il soit le meilleur de sa catégorie : il est vérifié chaque année par deux universitaires ou autres professionnels, et une réponse officielle à leurs recommandations est fournie et mise en œuvre par la direction de l'Institut. Notre processus d'évaluation par les pairs assure la qualité et l'intégrité des recherches sur les politiques : nous ne publions aucune étude qui, selon nous, ne satisfait pas aux normes de ce processus d'évaluation.

Les vérificateurs de la qualité de la recherche de l'Institut C.D. Howe :

2022 Louis Lévesque et Jennifer Robson
2021 : John Murray et Christine Neill
2020 : Philip Howell et Nobina Robinson
2019 : Tracy Snoddon et Wayne Wouters
2018 : Gordon Thiessen et Frances Woolley
2017 : Kevin Dancey et Angelo Melino
2016 : Charles M. Beach et Lawrence Herman
2015 : Steve Ambler et Thorsten Koepl
2014 : Peter Howitt et Kevin Milligan
2013 : Edward Iacobucci et David Laidler

COMITÉ DE VÉRIFICATION DE LA RECHERCHE 2022



Louis Lévesque

Ancien sous-ministre, Transport, infrastructure et communautés, et Commerce international

« L'Institut doit être félicité pour l'importance qu'il accorde à l'intégrité de son processus de publication. »



Jennifer Robson

Directrice de programme et professeure agrégée de gestion politique à l'Université Carleton

« L'Institut a un rôle unique et important à jouer dans la production et la diffusion de recherches et d'analyses pertinentes pour les politiques. »

LES LECTEURS CRITIQUES DE L'INSTITUT EN 2022

Les publications de l'Institut C.D. Howe subissent un examen externe rigoureux effectué par des universitaires et des experts indépendants, provenant du secteur public et du secteur privé. Nous remercions nos lecteurs critiques, y compris ceux qui souhaitaient rester anonymes.

Keith Ambachtsheer
KPA Advisory Services Ltd.

Steve Ambler
Université du Québec à Montréal

Robert Asselin
Conseil canadien des affaires

Bob Baldwin

Randy Bauslaugh

Chris Benedetti
Sussex Strategy Group

Alison Blair
Université Simon Fraser

Åke Blomqvist
Université Carleton

Robin Boadway
Université Queen's

Marcel Boyer
CIRANO

Ben Brunnen
Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP)

Kathryn Bush
Blake, Cassels & Graydon LLP

Ted Carmichael
Ted Carmichael Global Macro

Richard Chaykowski
Université Queen's

Philippe Chenard
Ville de Montréal

Frank Chong
Stabilization Central Credit Union

Dan Ciuriak
Ciuriak Consulting

Tom Closson
Tom Closson Consulting

Dave Collyer

Miles Corak
The City University of New York

John Crow

Janet Davidson
Présidente du conseil, Institut canadien d'information sur la santé (ICIS)

Edward Devlin
Devlin Capital Inc.

Derek Dobson
CAAT Pension Plan

Pierre Duguay

Ken Engelhart
Engelhart Law

Paul Fogolin
Association canadienne du logiciel de divertissement

Peter Glossop
Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Jan Gorski
Pembina Institute

Matthew Gouett
Institut international du développement durable

David Gray
Université d'Ottawa

Colin Guldemann
RBC

Malcolm Hamilton

Claudia Hepburn
Windmill Microlending

Lawrence Herman
Cassidy Levy Kent

Fred Horne
Horne and Associates

Phil Howell

Peter Howitt
Brown University

Gary Hufbauer
Peterson Institute for International Economics

Paul Jenkins

David Johnson
Université Wilfrid Laurier

David Laidler
Université Western

Allan Lanthier

John Lester
Université de Calgary

Danny Leung
Statistique Canada

Dave Longworth
Université Carleton

Stéfane Marion
Financière Banque Nationale

Jim McCarter

Kelly McCauley
Gouvernement du Canada

Angelo Melino
Université de Toronto

William Molson

Eric Monteiro
Financière Sun Life inc.

John Murray

Christopher Naugler
Université de Calgary

Christine Neill
Université Wilfrid Laurier

Joe Nunes
Actuarial Solutions Inc.

Philip Palmer
Société Internet, section canadienne

Nick Pantaleo

Jocelin Paradis
Rio Tinto Canada Management Inc.

Troy Pariag
IBM Canada Ltd.

James Pierlot
Blue Pier

Laurie Pushor
Alberta Energy Regulator

Jennifer Robson
Université Carleton

Rogers (la société)

Robbie Rolfe
Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP)

Gary Rose

Marcel Saulnier

Mikal Skuterud
Université de Waterloo

Gregor Smith
Université Queen's

Angela Splinter
Trucking HR Canada

John Stapleton
Metcalf Foundation

Trevor Tombe
Université de Calgary

Jeffrey Trossman
Blake, Cassels & Graydon LLP

Alex Usher
Higher Education Strategy Associates

François Vaillancourt
Université de Montréal

Ari Van Assche
HEC Montréal

David Walker
Université Queen's

Brent White
Université Mount Allison

Tom Wilson
Université de Toronto

Mark Zelmer

VIABILITÉ BUDGÉTAIRE, MONÉTAIRE ET DES PENSIONS

En 2022, l'inflation a atteint un pic de 8,1 % en juin et s'est maintenue à 6,3 % à la fin de l'année, ce qui a incité la Banque du Canada à entamer un cycle sans précédent de hausse des taux d'intérêt. L'augmentation soudaine des taux d'intérêt est devenue une préoccupation politique, et les craintes que l'augmentation des dépenses gouvernementales ne compromette le resserrement monétaire face à l'inflation ont refait surface.

Le bilan de la Banque du Canada a augmenté massivement en raison de l'assouplissement quantitatif visant à soutenir l'économie et les marchés financiers pendant la pandémie. La Banque a acheté un grand nombre d'obligations du gouvernement canadien financées par les soldes de règlement. Une étude a exploré les conséquences d'un bilan élargi sur la Banque, allant de la première perte opérationnelle de son histoire, aux risques qui en découlent pour l'indépendance de la Banque, et à l'abandon du système traditionnel de corridor autour du taux directeur.

En outre, l'assouplissement quantitatif et l'augmentation des emprunts d'État ont suscité des inquiétudes quant à la création monétaire et à son impact sur les pressions inflationnistes. Une étude a montré que, bien que les agrégats monétaires aient perdu la faveur des banques centrales en tant que prédicteurs de l'inflation depuis le milieu des années 1980, ce lien réapparaît en cas de chocs monétaires importants et est exacerbé lorsque l'inflation n'est plus ancrée par rapport à son objectif.

Une étude de l'Institut a évalué l'importance de la coordination des politiques fiscales et monétaires dans la réduction des prévisions d'inflation, concluant que si la coordination entre les autorités budgétaires et monétaires aide certainement à combattre l'inflation, la poursuite par la banque centrale de son cycle de resserrement – même si cela la met en conflit avec les autorités budgétaires – est le facteur le plus crucial pour ancrer de nouveau les prévisions d'inflation.

Sur le plan de la politique budgétaire, les dépenses et les emprunts massifs du gouvernement fédéral pendant la pandémie ont désensibilisé les Canadiens aux excès budgétaires. Le gouvernement a promis de nouveaux programmes coûteux sans recettes pour les couvrir ou sans mesures pour stimuler la croissance économique et l'assiette fiscale. Le budget fédéral fictif de l'Institut propose des mesures axées sur la croissance et la garantie que les Canadiens ont les moyens de faire face aux nouveaux défis, y compris la capacité de faire face à des coûts d'intérêt plus élevés à l'avenir.

L'innovation est un moteur important de la croissance, et la recherche de l'Institut a examiné le rôle de la politique fiscale pour encourager l'investissement dans le développement de produits innovants et leur commercialisation. Les réformes du traitement fiscal des dépenses d'entreprise pour la recherche et le développement, ainsi qu'un régime d'imposition des revenus générés par la propriété intellectuelle à un taux réduit spécial, peuvent y contribuer.

Outre ces questions urgentes, les recherches de l'Institut ont porté sur un large éventail de thèmes liés à la politique monétaire, budgétaire et des pensions. Par exemple, une étude a examiné les défis auxquels Ottawa est confronté en matière d'automatisation des déclarations fiscales des particuliers, et une autre a examiné les difficultés auxquelles le Canada est confronté dans la mise en œuvre du cadre mondial pour un impôt minimum pour les multinationales. D'autres études ont exploré les changements législatifs et réglementaires nécessaires pour que davantage de Canadiens aient accès à des options d'épargne-retraite qui permettent un décumul assisté des actifs tout au long de la vie, plutôt qu'à des solutions autogérées.

L'Institut continuera à accorder la priorité à la viabilité financière et au retour à une faible inflation en 2023.

Conseil de compétitivité fiscale

Président

Michael Horgan

conseiller principal, Bennett Jones LLP, Ancien sous-ministre des Finances, Canada

Membres

Robert Asselin

Conseil canadien des affaires

Bruce Ball

CPA Canada

Rémi Benoit

Financière Sun Life

Ben Brunnen

Verum Consulting

Mike Burdzy

Bureau d'assurance du Canada

Bev Dahlby

Institut C.D. Howe

Peter Davis

H&R Block Canada Inc.

Don Drummond

Institut C.D. Howe

James Greene

Ministère des Finances du Canada

Martin Guérard

Ministère des Finances du Québec

Joffe Hotz

Alberta Treasury Board and Finance

Carl Irvine

BMO Groupe financier

Nick Karkas

The Woodbridge Company Limited

Kay Leung

Torkin Manes LLP

Paul Lynch

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Gerald MacGarvie

Crabtree Foundation

Matthew MacInnis

Manuvie

Kenneth J. McKenzie

Université de Calgary

Kevin Milligan

Université de la Colombie-Britannique

William Molson

Angelo Nikolakakis

EY Law LLP

Adrienne Oliver

Norton Rose Fulbright Canada LLP

Nick Pantaleo

Institut C.D. Howe

Jocelin Paradis

Rio Tinto Alcan

Shawn Porter

Deloitte

Sky Shapiro

OPTrust

Noeline Simon

Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.

Michael Smart

Université de Toronto

Ted Tomkowiak

RBC

Jeffrey Trossman

Blake, Cassels & Graydon LLP

Kevin Wark

The Conference for Advanced Life Underwriting

Janice White

Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick

Thomas A. Wilson

Université de Toronto

Recherche en politique budgétaire et fiscale

Automatic Tax Filing: A Challenging Idea for Canada

Janvier 2022 – Alexandre Laurin et Nicholas Dahir

Getting Serious: A Shadow Federal Budget for 2022

Mars 2022 – William B.P. Robson, Don Drummond et Alexandre Laurin

Fixing, Funding, and Reforming Health Services

Mars 2022 – Don Drummond et Duncan Sinclair

An Intellectual Property Box for Canada: Why and How

Avril 2022 – John Lester

High Stakes Ahead: Canada and the Global Minimum Tax for Multinationals

Mai 2022 – Angelo Nikolakakis

Tax Support for R&D and Intellectual Property: Time for Some Bold Moves

Juillet 2022 – John Lester

Decapitalization: Weak Business Investment Threatens Canadian Prosperity

Août 2022 – William B.P. Robson et Mawakina Bafale

The Right to Know: Grading the Fiscal Transparency of Canada's Senior Governments, 2022

Septembre 2022 – William B.P. Robson et Nicholas Dahir

Softening the Bite: The Impact of Benefit Clawbacks on Low-Income Families and How to Reduce It

Novembre 2022 – Alexandre Laurin et Nicholas Dahir

Crossed Wires: Does Fiscal and Monetary Policy Coordination Matter?

Décembre 2022 – Jeremy M. Kronick et Luba Petersen

Conseil de politique monétaire

Président

William B.P. Robson

Chef de la direction, Institut C.D. Howe

Membres

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Beata Caranci

Groupe Banque TD

Edward A. Carmichael

Ted Carmichael Global Macro

Michael Devereux

Université de la Colombie-Britannique

Stéfane Marion

Banque Nationale du Canada

Angelo Melino

Université de Toronto

Jean-François Perrault

Banque Scotia

Douglas Porter

BMO Marchés des capitaux

Avery Shenfield

Banque Canadienne Impériale de Commerce

Pierre Siklos

Université Wilfrid Laurier

Stephen D. Williamson

Université Western

Craig Wright

RBC

Recherche en politique monétaire

Climate Risk and Canadian Banks: Is More Capital Required?

Juin 2022 – Glen Hodgson

Money Talks: The Old, New Tool for Predicting Inflation

Juillet 2022 – Steven Ambler et Jeremy M. Kronick

Lessons from the Yield Curve: Evaluating Monetary Policy in Different Interest Rate Environments

Août 2022 – Thorsten Koepl et Jeremy M. Kronick

The Consequences of the Bank of Canada's Ballooned Balance Sheet

Novembre 2022 – Steven Ambler, Thorsten Koepl et Jeremy M. Kronick

Crossed Wires: Does Fiscal and Monetary Policy Coordination Matter?

Décembre 2022 – Jeremy M. Kronick et Luba Petersen

Initiative de recherche sur les services financiers

Président

Nicholas Le Pan

Agrégé supérieur, Institut C.D. Howe

Membres

Leah Anderson

Société d'assurance-
dépôts du Canada

Stuart Bergman

Exportation et
Développement Canada

Tracey Black

Payments Canada

Paul Bourque

Institut des fonds
d'investissement du
Canada

Peter Bowen

Fidelity Investments

Alister Campbell

Société d'indemnisation en
matière d'assurances IARD

Catherine Chamberlain

Vanguard

Francisco Chinchon

Ministère des Finances de
l'Ontario

Susan Christofferson

Université de Toronto

John Crean

Université de Toronto

Christopher Donnelly

Manuvie

Bob Dugan

Société canadienne
d'hypothèques et de
logement

Don Forgeron

Stephen Frank

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes
inc.

Stephen Frank

Association canadienne
des compagnies
d'assurances de personnes

Louis Gagnon

Intact Corporation
financière

Rob Galaski

Deloitte

Debbie Gamble

Interac Corp.

Curtis Gergley-Garner

Canada Guaranty

Ali Ghiassi

La Compagnie d'Assurance
du Canada sur la Vie

Blake C. Goldring

AGF Management Ltd

Victor Gomez

Financière Sun Life

Mark Hardisty

Banque du Canada

Raza Hasan

HSBC Canada

Philip Howell

Institut C.D. Howe

Isabelle Jacques

Société d'assurance-
dépôts du Canada

Sheila Judd

Organisme canadien
de réglementation du
commerce des valeurs
mobilières

Thorsten Koepl

Université Queen's

Paul Kovacs

Institut de prévention des
sinistres catastrophiques,
Université Western

Peter Levitt

CIBC

David Longworth

Université Queen's

Winsor Macdonell

Sagen

Monica Masciantonio

Banque Scotia

Howie Millard

Groupe Financier Banque
TD

Blair Morrison

BC Financial Services
Authority

Edward P. Neufeld

Anthony Ostler

Association des banquiers
canadiens

Laura Paglia

Association canadienne
du commerce des valeurs
mobilières

Kurt Reiman

BlackRock Canada

Geoff Rush

KPMG Canada

Pierre Siklos

Université Wilfrid Laurier

Jennifer Sloan

MasterCard Canada

Sunny Sodhi

Meridian Credit Union

Gordon Thiessen

Robert Vokes

Accenture

Craig Wright

Groupe financier RBC

Mark Zelmer

Institut C.D. Howe

Recherche sur les services financiers et la réglementation

Time for a Tune-up: Reforms to Private-Sector Auto Insurance could Lower Costs and Add Value for Consumers

Mars 2022 – David Marshall

Put to the Test: Ranking Canada's Universities on Their Climate Change and Endowment Activities

Avril 2022 – Catherine Jackson, Abhishek Kumar et Ramisha Ashgar

Climate Risk and Canadian Banks: Is More Capital Required?

Juin 2022 – Glen Hodgson

Lessons from the Yield Curve: Evaluating Monetary Policy in Different Interest Rate Environments

Août 2022 – Thorsten Koepl et Jeremy M. Kronick

Aiming Higher: How to Build Greater Resiliency for Large Credit Unions in Canada

Septembre 2022 – Marc-André Pigeon et Murray Fulton

The Consequences of the Bank of Canada's Ballooned Balance Sheet

Novembre 2022 – Steve Ambler, Thorsten Koepl et Jeremy M. Kronick

Conseil des cycles commerciaux

Coprésidents

Steve Ambler

Professeur d'économie retraité
Université du Québec à Montréal

Jeremy Kronick

Directeur de la recherche sur les services monétaires et financiers, Institut C.D. Howe

Membres

Michelle Alexopoulos

Université de Toronto

Philip Cross

Statistique Canada

Eric Lascelles

RBC

Angelo Melino

Université de Toronto

Edward A. Carmichael

Ted Carmichael Global
Macro

Stephen Gordon

Université Laval

Stéfane Marion

Banque Nationale du
Canada

CONCURRENCE, INNOVATION ET CROISSANCE DES ENTREPRISES

L'innovation est la clé de voûte de l'amélioration du niveau de vie, et elle est intimement liée à la concurrence, à l'investissement et à la croissance des entreprises.

Le ralentissement de la croissance et la hausse rapide des prix ont attiré l'attention sur la concurrence, ou son absence, dans de nombreux pays en 2022. Le Canada ne faisait pas exception à la règle. Si l'économie numérique a été au centre de ces préoccupations, de nombreux autres secteurs ont fait l'objet d'une attention officielle et populaire.

Alors qu'Ottawa s'apprête à réformer la loi sur la concurrence, l'Institut, sous l'égide de son éminent et ancien Conseil sur la politique de la concurrence, a publié une vaste série de points de vue sur des aspects précis des réformes, ainsi que sur des questions de concurrence concernant plus particulièrement l'ère numérique, qui représente le point central de la consultation du gouvernement fédéral sur l'avenir de la politique de la concurrence au Canada.

Bien que ce riche corpus de travaux ait abordé le défi de diverses manières, l'un des principaux axes de l'analyse est que le rôle croissant des données et des plateformes à l'ère numérique nécessite des outils et des règles de concurrence actualisés, mais qu'il serait inutile et peu judicieux d'appliquer des règles spéciales à quelques grandes entreprises ou de présumer de l'orientation de la dynamique du marché lors de l'évaluation d'acquisitions.

L'Institut a également continué à souligner le piètre rendement du Canada en matière d'investissement en capital, y compris dans le domaine de la propriété intellectuelle, ce qui le place en queue de peloton des pays de l'OCDE en termes de stock de capital et de nouveaux investissements en capital par travailleur. L'insuffisance du capital par travailleur nuit à la productivité du travail et au niveau de vie des Canadiens. Les gouvernements canadiens devraient examiner les politiques fiscales, réglementaires et commerciales qui freinent l'investissement par rapport à nos pairs, afin que les entreprises canadiennes profitent davantage des investissements productifs et souffrent proportionnellement plus lorsqu'ils chutent.

Dans le même ordre d'idées, si le Canada a un excellent bilan en matière de création d'entreprises, il réussit beaucoup moins bien à les transformer en entreprises capables de tirer parti de l'effet d'échelle pour améliorer la productivité dans un pays qui a pris du retard dans ce domaine.

Compte tenu des obstacles à la croissance des petites entreprises pour les transformer en moyennes et grandes entreprises au Canada, l'Institut a lancé en 2022 un groupe de travail sur les PME afin d'étudier comment les gouvernements peuvent supprimer les obstacles à la disponibilité et à l'accès au financement patient à long terme, et approfondir les marchés de capitaux. Le groupe de travail est présidé par Michael Denham, ancien président et chef de la direction de la Banque de développement du Canada.

Entre autres conclusions, la concentration du secteur financier canadien signifie qu'il est possible d'approfondir les marchés de capitaux afin d'atténuer les taux d'intérêt élevés auxquels les PME canadiennes sont confrontées en raison du manque de solutions de rechange. Outre l'accès aux capitaux, les gouvernements doivent utiliser les outils à leur disposition pour améliorer la compétitivité et inciter les petites entreprises à se développer. Les recherches menées par le groupe de travail ont débouché sur un certain nombre de solutions politiques, dont certaines s'inspirent de politiques réussies dans des pays pairs, que l'Institut continuera de promouvoir et d'approfondir en 2023.

Conseil de politiques sur le capital humain

Coprésidents

Kathleen P. Taylor

Présidente du conseil d'administration de RBC

Neil Yeates

Ancien sous-ministre, Citoyenneté et Immigration Canada

Membres

Shannon Baskerville

British Columbia Ministry
of Advanced Education,
Skills and Training

Fiona Bertram

Accenture

Daniel Brown

Ministère des Finances de
l'Ontario

Melanie Burns

Groupe Banque TD

Warren Collier

BlackRock

Ross Finnie

Université d'Ottawa

Jane Friesen

Université Simon Fraser

John Hannah

l'Association des
professionnels en
ressources humaines

Andrew Heisz

Statistique Canada

John Hepburn

Mitacs

Claudia Hepburn

Windmill Microlending

Aliza Lakhani

Université de Northeastern

Stephen Liptrap

LifeWorks

Kevin Milligan

Université de la Colombie-
Britannique

Tammy Schirle

Université Wilfrid Laurier

Munir Sheikh

Université Carleton, ancien
statisticien en chef
du Canada

Lara Speirs

Randstad

Angela Splinter

Trucking HR Canada

Michelle Tan

Hugessen Consulting Inc.

Catrina Tapley

Citoyenneté et Immigration
Canada

Andrew Thomson

Université de Toronto

Jean-François Tremblay

Emploi et Développement
social Canada

Leagh Turner

Ceridian

Harvey Weingarten

Institut C.D. Howe

Kathy Woods

Deloitte

Zoya Zayler

Amazon Canada

Recherche en politiques sur le capital humain

Lives Put on Hold: The Impact of the COVID-19 Pandemic on Canada's Youth

Juillet 2022 – Parisa Mahboubi et Amira Higazy

The Knowledge Gap: Canada Faces a Shortage in Digital and STEM Skills

Août 2022 – Parisa Mahboubi

Uneven Odds: Men, Women and the Obstacles to Getting Back to Work with Kids

Septembre 2022 – Tammy Schirle, Ana Ferrer et Annie (Yazhuo) Pan

Correcting Course: Employment Insurance Needs a Redesign to Counter Recessions and Achieve Equity

Octobre 2022 – David Gray et Colin Busby

SANTÉ ET CAPITAL HUMAIN

Les systèmes de santé et d'éducation du Canada, ainsi que le marché du travail, ont commencé l'année 2022 dans des circonstances difficiles en raison de deux années de perturbations liées à la pandémie. Les institutions de santé et d'éducation ont dû faire face à la menace continue de la COVID-19, ce qui a nécessité de remédier aux pertes d'apprentissage et d'accroître les capacités de soins de santé pour résorber les retards dans les diagnostics et les traitements. Pendant ce temps, de nombreux employeurs ont eu du mal à fidéliser et à recruter des employés dans un marché du travail tendu. De manière générale, la pandémie a intensifié le besoin de compétences numériques dans tous les secteurs..

L'Institut a fourni des informations sur la façon de remédier à ces pertes d'apprentissage, aux écarts de compétences et aux lacunes en matière de main-d'œuvre. Les recherches de l'Institut ont proposé des moyens d'augmenter l'offre de compétences nécessaires au Canada en développant, attirant et fidélisant les talents, tout en investissant dans le développement des compétences de sa main-d'œuvre. En plus, la recherche a suggéré des tutorats ciblés et l'expansion des cours d'été pour les élèves de la maternelle à la 12e année. La modernisation des programmes scolaires contribuera à garantir de solides compétences fondamentales, notamment en mathématiques et en littérature, ce qui améliorera les performances de tous les élèves dans les matières essentielles. Cela contribuera à augmenter le nombre d'inscriptions et de diplômes postsecondaires, en particulier chez les groupes sous-représentés et dans des domaines d'études plus exigeants, y compris les STEM. Des articles de recherche spécifiques ont également abordé les obstacles à la participation des jeunes non scolarisés et des mères qui réintègrent le marché du travail.

Les recherches ont également conclu que les gouvernements fédéral et provinciaux devraient améliorer les performances de l'immigration au Canada en augmentant, par exemple, l'admission d'immigrants déjà titulaire d'un permis d'études, en particulier dans les domaines des STEM. Les recherches ont également révélé que les gouvernements devraient collaborer pour résoudre les problèmes de reconnaissance des titres de compétences internationaux, notamment dans le domaine de la santé, où les pénuries sur le marché du travail sont importantes et de nombreux professionnels formés à l'étranger rencontrent des difficultés pour obtenir le droit d'exercice dans leur domaine.

Pour relever les défis dans le domaine de la santé, il sera nécessaire d'apporter des changements systémiques plus approfondis. La pandémie a mis en évidence de nombreuses lacunes dans l'accès aux soins et a mis à rude épreuve les capacités de notre système de santé qui approche son point de rupture. Les recherches de l'Institut ont proposé d'améliorer les soins aux personnes âgées en renforçant les soins à domicile et communautaires, tout en améliorant les infrastructures des établissements de soins de longue durée pour mieux protéger les Canadiens les plus vulnérables. L'Institut a également publié des recherches sur l'amélioration de l'efficacité grâce à des réformes systémiques dans le financement et la gestion des services de santé. Cela permettrait de réduire les contraintes de capacité liées à la pénurie de personnel de santé grâce à des investissements dans l'éducation, en offrant également des opportunités aux professionnels médicaux formés à l'étranger.

Il est également important d'évaluer la performance du système de santé et d'adapter les politiques d'urgence afin de mieux gérer les futures épidémies de maladies infectieuses. À cet égard, l'Institut a publié des recherches sur les stratégies d'approvisionnement en nouveaux vaccins et sur les politiques à long terme visant à garantir que le Canada ait accès à de nouveaux traitements innovants. D'autres recherches ont évalué la campagne de vaccination en santé publique et ont estimé les avantages économiques nets résultant d'une forte adhésion à la vaccination.

En 2023, l'Institut se concentrera sur l'élimination des obstacles systémiques à l'innovation dans les systèmes de santé canadiens ; sur faire face à la complexité croissante des traitements et des besoins de la population ; sur l'harmonisation du système d'immigration du Canada avec ses besoins en compétences, y compris dans le domaine de la santé ; et sur le logement et la satisfaction des besoins en infrastructures pour répondre à une population croissante.

Conseil sur les politiques en matière de santé

Coprésidents

Tom Closson

ancien président-directeur général, Association des hôpitaux de l'Ontario

Dr Brian Postl

Doyen de la faculté de médecine, Université du Manitoba

Membres

Mehmood Alibhai

Boehringer-Ingelheim

Richard Alvarez

Richard Alvarez & Associates

Angela Behboodi

Amgen

Joseph Berger

McKesson Canada

Åke Blomqvist

Institut C.D. Howe

Alain Boisvert

Pharmascience Inc.

Jessica Brcko

Sun Life

Charles Brown

LifeLabs

Jennifer Chan

Merck Canada Inc.

Vito Ciciretto

Dynacare

Janet Davidson

Régie de la santé de la Nouvelle-Écosse

David Dodge

Bennett Jones LLP

Christopher Donnelly

Manuvie

Donna Duncan

Ontario Long Term Care Association

Will Falk

Think Research

Stephen Frank

Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes

Neil Fraser

Medtronic Canada Ltd.

Michael Green

Inforoute Santé du Canada

Jon Hantho

CBI Health

Graham Hay

Green Shield Canada

Steven Hogue

Pfizer

Fred Horne

Horne and Associates

Alok Kanti

Bayer Inc.

Jim Keon

Association canadienne du médicament générique

Zayna Khayat

Teladoc Health

Mark Komlenic

Alberta Blue Cross

Geneviève Lavertu

Johnson & Johnson

Guy Legault

The Conference for Advanced Life Underwriting

Wendy Levinson

Choisir avec soin

Ryan Lock

GlaxoSmithKline Inc

Jeffrey Lozon

Lozon Associates

Trinh Luong

Edwards Lifesciences

Cindy Maharaj

GE Canada

Cassandra McCrory

Roche

David O'Toole

Institut canadien d'information sur la santé

Christian Ouellet

Novartis Canada

Michel Robidoux

Sandoz Canada

Erik Sande

Medavie Health

Graham Sher

Société canadienne du sang

Chelsea Smallwood

BD Canada

Jocelyne Voisin

Santé Canada

David Walker

Université Queen's

Thomas Wellner

Revera Inc.

John Yip

Santé Canada

Jennifer Zelmer

Excellence en santé Canada

Recherche en politiques en matière de santé

Policy Seminar Report – Pharmaceutical Supply Chain Sustainability

Janvier 2022 – Rosalie Wyonch, avec l'assistance de Ji Yoon Han et Udit Upadhyay

Fixing, Funding, and Reforming Health Services

Mars 2022 – Don Drummond et Duncan Sinclair

Going Dutch: Choice, Competition and Equity in Healthcare

Avril 2022 – Åke Blomqvist

Home Remedies: How Should Canada Acquire Vaccines for the Next Pandemic?

Mai 2022 – Paul Grootendorst, Javad Moradpour, Michael Schunk et Robert Van Exan

Troubles in Canada's Health Workforce: The Why, the Where, and the Way Out of Shortages

Novembre 2022 – Don Drummond, Duncan Sinclair et Jillian Gratton

Damage Averted: Estimating the Effects of COVID-19 Vaccines on Hospitalizations, Mortality and Costs in Canada

Décembre 2022 – Rosalie Wyonch et Tingting Zhang



De gauche à droite :

David L. Cohen et Heather Chalmers

Conseil sur les politiques en matière de pensions

Président

Bob Baldwin

Propriétaire, Baldwin Consulting

Membres

Keith Ambachtsheer

KPA Advisory Services Ltd.

Randy Bauslaugh

McCarthy Tétrault
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

René Beaudry

Normandin Beaudry

Peter Bowen

Fidelity Investments

Elizabeth M. Brown

BMKP LLP

Kathryn Bush

Blake, Cassels & Graydon
LLP

Mary Cover

Régime de retraite des
enseignantes et des
enseignants de l'Ontario

Jacques Demers

Caisse de dépôt et
placement du Québec

Derek Dobson

CAAT Pension Plan

David Dodge

Bennett Jones LLP

Gareth Gibbins

OMERS

Luc Girard

Mercer

Barry Gros

Malcolm Hamilton

Institut C.D. Howe

Jeffrey Hodgson

Office d'investissement
du régime de pensions du
Canada

Isabelle Jacques

Ministère des Finances
Canada

Uros Karadzic

Ernst & Young LLP

Hrvoje Lakota

Investment Management
Corporation of Ontario

Guy Legault

The Conference
for Advanced Life
Underwriting

Darcy McNeill

OPTrust

Eric Monteiro

Financière Sun Life Inc.

Bernard Morency

Institut C.D. Howe

Laura Paglia

Association canadienne
du commerce des valeurs
mobilières

James Pierlot

Blue Pier

Amit Prakash

Alberta Investment
Management Corporation

Simone Reitzes

Banque Scotia

Paulo Salomao

Accenture

Barbara Sanders

Université Simon Fraser

Joy Savage

Fuse Strategy

Tammy Schirle

Université Wilfrid Laurier

Allan Shapira

Aon

Peter Shena

Commission du
Régime de retraite des
fonctionnaires de l'Ontario

Idan Shlesinger

LifeWorks

Noeline Simon

Association canadienne
des compagnies
d'assurance de personnes

Nicole Stewart

Ministère des Finances de
l'Ontario

Blair Stransky

Healthcare of Ontario
Pension Plan

George Turpie

Canada Life

Aaron Walker-Duncan

BC Pension Corporation

Barbara Zvan

Le régime de retraite
universitaire

Recherche en politiques en matière de pensions

The Challenges Facing Target-Benefit Plans: Changes Are Needed to Provincial Pension Standards

Mars 2022 – Barry Gros

The Evolving Wealth of Canadians: Who Is Better Fixed for Retirement? Who is Not?

Mai 2022 – Bob Baldwin

Money for Life: Putting the “Pension” Back in Employee Pension Plans

Octobre 2022 – Idan Shlesinger, Michelle Loder et Gavin Benjamin

ESG and Climate Change: Pension Fund Dos and Don'ts

Novembre 2022 – Randy Bauslaugh

ÉNERGIE, COMMERCE ET CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Les producteurs canadiens ont fait face à des défis majeurs en 2022. La guerre en Ukraine et les confinements en Chine ont aggravé la reprise déjà fragile des chaînes d'approvisionnement après la pandémie de COVID.

La guerre et les conséquences des sanctions contre la Russie ont menacé de causer des pénuries d'importantes matières premières agricoles et énergétiques, mettant en lumière les prix des denrées alimentaires et l'impact sur les approvisionnements énergétiques de la transition mondiale vers des sources d'énergie à forte intensité de carbone.

Au milieu de cette tourmente, le Canada a cherché à renforcer ses alliances sécuritaires et économiques avec ses partenaires les plus proches, tout en continuant à développer ses liens commerciaux avec des nations désireuses de promouvoir des règles commerciales prévisibles. La Stratégie pour l'Indo-Pacifique du Canada, publiée en novembre, incarne cette recherche constante de liens commerciaux plus fiables, dans un contexte de problèmes de sécurité accrus.

Dans cette optique, l'Institut a publié d'importantes études sur l'impact de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale et sur la manière dont l'accord de libre-échange entre le Canada et l'ANASE, actuellement en cours de négociation, affecterait les revenus, la production et le commerce au Canada.

Dans le même temps, les énormes subventions industrielles accordées par les États-Unis pour réorienter leur économie vers des activités à forte intensité de carbone ont mis les décideurs canadiens au pied du mur en leur demandant de veiller à ce que l'ensemble des politiques canadiennes visant à réduire considérablement les émissions de dioxyde de carbone ne se traduise pas par une perte d'investissements « verts » au profit de nos voisins du sud.

Dans ce contexte, l'Institut a organisé un séminaire spécial en personne sur la faisabilité du plan de réduction des émissions d'Ottawa. Le rapport issu du séminaire a examiné un certain nombre de défis, allant des délais fixés pour atteindre les réductions à la nécessité d'assurer une plus grande stabilité politique et une plus grande rapidité d'octroi des autorisations pour les investissements nécessaires.

D'autres publications de l'Institut ont approfondi ces défis, constatant que le remplacement des combustibles fossiles par l'électricité pour le chauffage des maisons canadiennes ne sera ni rapide ni bon marché, et s'interrogeant sur la faisabilité des réductions d'émissions prévues dans les bâtiments, les transports, l'industrie et l'électricité. Une étude portant sur la structure de coût unique des sables bitumineux a conclu que leur production pourrait en fait constituer le « dernier baril » face à la baisse potentielle de la demande, ce qui signifie qu'en l'absence de réductions importantes de l'intensité des émissions, la réduction des émissions provenant des sables bitumineux devra être mise en œuvre à un coût économique important. Un autre rapport a examiné le rôle potentiel des petits réacteurs modulaires pour répondre aux besoins croissants en électricité sans émission et a déterminé qu'ils seraient probablement compétitifs si les développeurs parvenaient à maîtriser les coûts.

L'Institut continuera en 2023 à évaluer la faisabilité des politiques en faveur de la transition énergétique, notamment en continuant à examiner les implications de la *loi Inflation Reduction Act* américaine de 2022.

Tout au long de l'année 2022, l'Institut a également commenté d'autres sources de restrictions commerciales coûteuses, existantes ou potentielles, sur le commerce entre le Canada et les États-Unis, allant des règles sur le contenu automobile aux restrictions sur les produits laitiers, en soulignant les avantages pour les consommateurs d'une réduction des barrières commerciales dans ces secteurs et dans d'autres.

À la suite d'un important rapport de conférence sur les chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques et d'un rapport de pointe sur la fabrication de vaccins au Canada, tous deux publiés en 2022, l'Institut a lancé un groupe de travail sur les chaînes d'approvisionnement composé d'éminents experts et intervenants, qui formulera des recommandations à l'appui d'une stratégie nationale en matière de chaînes d'approvisionnement pour le Canada, qui se fait attendre depuis longtemps. L'objectif est d'assurer la sécurité des approvisionnements et la compétitivité du Canada au sein des chaînes d'approvisionnement internationales, dans le contexte de l'évolution rapide des problèmes de sécurité et de climat, des initiatives de politique industrielle de nos partenaires commerciaux et des goulets d'étranglement persistants au niveau de l'approvisionnement au Canada même.

Conseil sur la politique de l'énergie

Président

Brad Corson

président et chef de la direction, Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

Membres

Richard Anderson

Earncliffe Strategies

Jürgen Beier

Deloitte

Chris Benedetti

Sussex Strategy Group

Michael Bernstein

Clean Prosperity

Francis Bradley

Association canadienne de l'électricité

Ben Brunnen

l'Association canadienne des producteurs pétroliers

Tabatha Bull

Conseil canadien pour l'entreprise autochtone

Dave Collyer

Pat Dalzell

Bruce Power

Rhona DelFrari

Cenovus Energy

Joseph Doucet

Université de l'Alberta

Serge Dupont

Bennett Jones LLP

Bob Espey

Parkland Fuel Corporation

G. Kent Fellows

Université de Calgary

Dale Friesen

ATCO

Carolina Gallo

GE Canada

Mike Gladstone

Enbridge Inc.

Martha Hall Findlay

Suncor Energy Services Inc.

Sébastien Labelle

Ressources naturelles Canada

Kim Lauritsen

Ontario Power Generation

Sheila Leggett

Institut C.D. Howe

Carla Nell

Independent Electricity System Operator

Mark Poweska

Hydro One

Gerry Protti

Institut C.D. Howe

Laurie Pushor

Alberta Energy Regulator

Doug Slater

FortisBC

Grant Sprague, c.r.

Alberta Energy

Liam Stone

TransAlta Corporation

David Taylor

Accenture

Brian Vaasjo

Capital Power Corporation

Rocky Vermani

NOVA Chemicals Corp.

Chris Vivone

TC Energy

Recherche sur l'énergie, les ressources et l'infrastructure

Rapport de conférence – Canada's 2030 Emissions Reduction Plan: What's Realistic?

Juillet 2022

Only Hot Air? The Implications of Replacing Gas and Oil in Canadian Homes

Septembre 2022 – Charles DeLand et Alexander Vanderhoof

Power When You Need It: The Case for Small Nuclear Reactors

Novembre 2022 – John Richards et Christopher Mabry

Last Barrel Standing? Confronting the Myth of "High-Cost" Canadian Oil Sands Production

Décembre 2022 – G. Kent Fellows

Conseil de politique économique internationale

Coprésidents

Wendy Dobson
Professeure et codirectrice.
Rotman School of Management

L'honorable Pierre S. Pettigrew
Conseiller exécutif, International, Deloitte

Membres

Jeannine Bailliu
Institut C.D. Howe

Stephen Beatty
Toyota Canada Inc.

Stuart Bergman
Exportation et
Développement Canada

Dan Ciuriak
Ciuriak Consulting Inc.

John Curtis
Institut C.D. Howe

Robert Dimitrieff
Patriot Forge Co.

Rick Ekstein
Phaze 3 Associates

Chris Forbes
Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Carolina Gallo
GE Canada

Victor Gomez
Sun Life

Lawrence Herman
Cassidy Levy Kent

Caroline Hughes
Ford du Canada Limitée

Jim Keon
Association canadienne du
médicament générique

Jean-Marc Leclerc
Honda Canada Inc.

Elise Maheu
3M États-Unis et Canada

James Maunder
Amazon Canada

Michael McAdoo
Boston Consulting Group

David Morrison
Affaires mondiales Canada

Marcella Munro
Teck Resources

Derek Nighbor
Association des produits
forestiers du Canada

Eme Onuoha
Office d'investissement
du régime de pensions du
Canada

Jeanette Patell
YouTube Canada

Aaron Sydor
Affaires mondiales Canada

Daniel Trefler
Rotman School of
Management

Ari Van Assche
HEC Montréal

Adriana Vega
Banque Scotia

Katherine White
Alberta Ministry of Jobs,
Economy and Innovation

Recherche en politique commerciale et internationale

Canada's Pivot to the Indo-Pacific: The Strategic Importance of Prioritizing a Trade Agreement with ASEAN

Février 2022 – Dan Ciuriak, Lucy Ciuriak, Ali Dadkhah, Yingkang Lyu et Yun Wen

A Friend in High Places: A Proposal to Add a National Security Amicus to Canada's Investment Review Regime

Février 2022 – Joshua Krane, Stephen Wortley et Connor Campbell

The Economic Consequences of Russia's War on Ukraine

Avril 2022 – Dan Ciuriak

At What Cost? The Economic and Human Costs of Russia's Invasion of Ukraine

Août 2022 – Dan Ciuriak

Conseil sur la politique de la concurrence

Président

Elisa Kearney

Davies Ward & Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Membres

George N. Addy

Davies Ward Phillips &
Vineberg S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Melanie Aitken

Bennett Jones LLP

Marcel Boyer

CIRANO, Université de
Montréal

Timothy Brennan

University of Maryland,
Baltimore County

Neil Campbell

McMillan LLP

Erika M. Douglas

Temple University Beasley
School of Law

Renée Duplantis

The Brattle Group

Calvin S. Goldman, c.r.

The Law Office of Calvin
Goldman, K.C.

Jason Gudofsky

McCarthy Tétrault
S.E.N.C.R.L., s.r.l.

**Lawson A.W. Hunter, c.r.,
LL.D.**

Susan M. Hutton

Stikeman Elliott LLP

Edward M. Iacobucci

Faculté de droit de
l'Université de Toronto

Paul Johnson

Rideau Economics

Navin Joneja

Blake, Cassels & Graydon
LLP

Michelle Lally

Osler, Hoskin & Harcourt
S.E.N.C.R.L./s.r.l.

John Pecman

Fasken

Margaret F. Sanderson

Charles River Associates

**L'honorable Konrad W.
von Finckenstein, c.r.**

Omar Wakil

Torys LLP

Roger Ware

Université Queen's

L'honorable Howard I.

Wetston, c.r.

Le Sénat du Canada

Ralph A. Winter

Sauder School of Business,
Université de la Colombie-
Britannique

Recherche sur la réglementation, la concurrence et la croissance

Building Bridges for 5G: How to Overcome the Infrastructure Barriers to Deployment of Canada's Next-Generation Broadband Networks

Janvier 2022 – Leslie Milton, Jay Kerr-Wilson et Paul Burbank

A Friend in High Places: A Proposal to Add a National Security Amicus to Canada's Investment Review Regime

Février 2022 – Joshua Krane, Stephen Wortley et Connor Campbell

An Intellectual Property Box for Canada: Why and How

Avril 2022 – John Lester

Bring on the Competition: Reforming Canada's Competition Act

Avril 2022

Home Remedies: How Should Canada Acquire Vaccines for the Next Pandemic?

Mai 2022 – Paul Grootendorst, Javad Moradpour, Michael Schunk et Robert Van Exan

Decapitalization: Weak Business Investment Threatens Canadian Prosperity

Août 2022 – William B.P. Robson et Mawakina Bafale

Conseil national

Président

David Dodge

Conseiller principal, Bennett Jones LLP

Membres

Elyse Allan, C.M.

Steve Ambler

Université du Québec à Montréal

Bob Baldwin

Baldwin Consulting

Åke Blomqvist

Université Carleton

Tom Closson

Tom Closson Consulting

Marshall Cohen

Leo de Bever

Brad Corson

Compagnie Pétrolière Impériale Ltée

David Denison

Wendy Dobson

Rotman School of Management

Rupert Duchesne

Janet Ecker

Kilwaughter Consulting

Jock Finlayson

Business Council of British Columbia

Lawrence Herman

Herman & Associates

Michael Horgan

Bennett Jones LLP

Tim Hudak

Ontario Real Estate Association

Lawson A.W. Hunter, c.r., LL.D.

Edward M. Iacobucci

Faculté de droit de l'Université de Toronto

Thorsten Koepl

Université Queen's

Nicholas Le Pan

Jeffrey Lozon

Lozon Associates

Janice MacKinnon

Université de la Saskatchewan

Gary Mooney

Anderson Sinclair PC

Jeffrey Orr

Power Corporation of Canada

Pierre S. Pettigrew

Brian Postl

Sandra Papatello

John Richards

Université Simon Fraser

Guy Saint-Jacques

Guy Savard

Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Kathleen Taylor

Gordon Thiessen, O.C.

Craig Thorburn

Blake Cassels & Graydon LLP

Leonard Waverman

Université McMaster

Susan Wolburgh Jenah

Neil Yeates

Recherche sur la gouvernance et la responsabilité publiques

Building Bridges for 5G: How to Overcome the Infrastructure Barriers to Deployment of Canada's Next-Generation Broadband Networks

Janvier 2022 – Leslie Milton, Jay Kerr-Wilson et Paul Burbank

Solving the Municipal Budget Mystery: Fiscal Accountability in Canada's Cities, 2021

Février 2022 – William B.P. Robson et Miles Wu



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
Victor Dodig; Donald Johnson; Michael Denham; Maureen Farrow

ACTIVITÉS SUR LES POLITIQUES EN 2022

Les tables rondes, les conférences et les événements spéciaux informels de l'Institut, auxquels on ne peut participer que sur invitation, réunissent des dirigeants d'entreprise, des dirigeants politiques, de hauts fonctionnaires et des chercheurs de niveau supérieur pour des discussions importantes sur des enjeux en matière de politiques. L'Institut a organisé les événements suivants en 2022 (en ordre chronologique) :

Evan Siddall, président et chef de la direction, Alberta Investment Management Corporation
Putting Clients First: Implications for AIMCo
Webinaire, 18 janvier 2022
Commandité par : Torsy LLP

Joe Davis, Frances Donald et Todd Hirsch
Pandemics and the Canadian Economy: Where Do We Go From Here?
Webinaire, 27 janvier 2022
Commandité par : Société Financière Manuvie

Steven Del Duca, chef du Parti libéral de l'Ontario
Ontario's Challenges and Opportunities: Steven Del Duca's Look Ahead
Webinaire, 8 février 2022
Commandité par : Banque TD

Mark Brisson, Chris Elgar et Mark White
Changes in Pension Regulation: What's Coming and What it Means
Webinaire, 9 février 2022

Bob Hamilton, commissaire, Agence du revenu du Canada
Innovation Through Collaboration: Investing in Continuous Improvement
Webinaire, 10 février 2022
Commandité par : Intuit

Angelo Nikolakakis, Shawn Porter et Sky Schapiro
Fair Share? Implications of a Global Minimum Corporate Tax
Conférence annuelle Jack Mintz, 16 février 2022

Balázs Égert, Stéfane Marion et William B.P. Robson
Capital Losses: Canada's Business Investment Crisis
Webinaire, 18 février 2022
Commandité par : Association Canadienne de Financement et de Location

Edward Iacobucci, Navin Joneja et l'honorable Howard Wetston
The Canadian Competition Act in the Digital Era
Webinaire, 1^{er} mars 2022
Commandité par : Blake, Cassels & Graydon LLP

L'honorable Travis Toews, ministre, Alberta Treasury Board and Finance
Budget 2022 du gouvernement de l'Alberta
Webinaire, 3 mars 2022

Dominic Barton, ancien ambassadeur du Canada auprès de la République populaire de Chine
Business as Usual? Engaging with China in the Long-term
Webinaire du Cercle des mécènes, 8 mars 2022

Kim Furlong, Nancy Harrison et Anne Woods
Injecting Capital: Opportunities and Barriers to Institutional Investment in Canada's Life Sciences
Executive Access Briefing, 10 mars 2022
Commandité par : McMaster Innovation Park, TRIO Capital Group, Meridian Credit Union et Forstner Group Inc.

Edward Waitzer et Paul Rochon
Sustainability Reporting: The Next Frontier in Canadian Standard Setting
Executive Access Briefing, 17 mars 2022
Commandité par : CPA Canada

L'honorable Peter Bethlenfalvy, ministre des Finances de l'Ontario
The Government's Plans to Rebuild the Ontario Economy
Webinaire, 11 avril 2022
Commandité par : Bruce Power

L'honorable Jonathan Wilkinson, ministre des Ressources naturelles du Canada
Plan de réduction des émissions de carbone du Canada pour 2030
Webinaire, 12 avril 2022

Michael Sabia, sous-ministre des Finances du Canada
Séance de renseignements après le dépôt du budget
Webinaire, 13 avril 2022
Commandité par : Intact Corporation financière

Barry Eichengreen et William White
The Weaponization of Finance and the Future of the International Monetary System
Webinaire, 20 avril 2022



En haut : Dr. Parisa Mahboubi, Hon. Sean Fraser et Janet Ecker

En bas à gauche : Lalit Aggarwal

En bas à droite : Ben Dachis et Marlene Cepparo

Ben Brunnen, Eric Nuttall et Douglas Porter

A New Energy Crisis?

Webinaire, 25 avril 2022

Commandité par : Association canadienne des producteurs pétroliers

Daniel Kahneman, professeur émérite de psychologie et d'affaires publiques à la School of Public and International Affairs; professeur émérite de psychologie Eugene Higgins, Princeton University

Improving Government Decision-making with Daniel Kahneman

Série de webinaires des chercheurs, 5 mai 2022

Commandité par : Wendy Dobson

David Dodge et Stephen Poloz

Inflation: The Threat and the Response

Souper du Cercle des mécènes, 10 mai 2022

David Eaves, Anant Gadia et Shaifa Kanji

The Digital Transformation of Government Services — How Fast, How Far?

Webinaire, 31 mai 2022

Commandité par : Accenture

Bill Morneau, ancien ministre des Finances du Canada

An Economic Growth Plan for Canada

Souper des directeurs, 1^{er} juin 2022

Commandité par : Bennett Jones LLP

Carmen Reinhart, vice-présidente principale et économiste en chef, Banque mondiale; professeure Minos A. Zombanakis du système financier international, Harvard Kennedy School

Wobbling World Economy?

Série de webinaires des chercheurs, 7 juin 2022

Commandité par : Wendy Dobson

Ambassadeur David L. Cohen, Étienne Chabot et Gary Sutherland

The Québec Advantage: Providing clean, reliable and competitively-priced electricity to North America

Souper, 15 juin 2022

Commandité par : GE Canada

Robert Asselin, John Lester et Stephen Lopes

Shred the SR&ED Credit? Supporting R&D and Commercialization in Canada

Webinaire, 17 juin 2022

Commandité par : The Petman Foundation

L'honorable Bob Rae, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès des Nations Unies

New World Order? Russia's Attack on Ukraine

Conférence annuelle Sylvia Ostry, 21 juin 2022

Canada's 2030 Emissions Reduction Plan – What's Realistic?

Conférence, 23 juin 2022

Commandité par : Alberta Energy

Kristina Namiesniowski, sous-ministre déléguée principale à Emploi et Développement social Canada

Youth Forward: Building the Workforce Canada Needs

Webinaire, 28 juin 2022

Commandité par : Université métropolitaine de Toronto

Michael D. Bordo, Board of Governors Professor of Economics et directeur du Center for Monetary and Financial History, Rutgers University

Is the Fed Behind the Curve? Determining the Trajectory of Inflation

Conférence annuelle David Laidler, 15 septembre 2022,

Christopher Alexander, Paul Johnson et Lauren Haw

Open House: Who should have access to property listing data?

Webinaire, 29 septembre 2022

Commandité par : Association canadienne de l'immeuble

Grant Vingo, chef de la direction, Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Putting Principles into Practice: Regulation in Today's Changing Capital Markets

Déjeuner table ronde à Toronto, 3 octobre 2022

Commandité par : TMX Group

Jeremy Kinsman, Anne Leahy et Ralph Lysyshyn

Cool Heads in Hot Times: Three Former Ambassadors on Russia's Invasion of Ukraine

Souper du Cercle des mécènes, 3 octobre 2022

L'honorable Sean Fraser, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

Immigration Nation: Tackling Canada's Labour Shortage with Skilled Newcomers

Déjeuner table ronde à Toronto, 24 octobre 2022

Commandité par : Université de Toronto

Ed Cass, Ziad Hindo et Vincent Delisle

The Great Rebalancing Act – Canadian Pension Funds Perspectives

Déjeuner table ronde à Toronto, 26 octobre 2022

Commandité par : J.P. Morgan Chase & Co.

Housing Affordability in Ontario and Canada

Atelier, 8 novembre 2022

Commandité par : Mattamy Homes, Ontario Real Estate Association et KingSett Capital



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
 Carolina Gallo; Gary Sutherland et Mayaz Alam;
 Sarah Carama; Hélène De Kovachich

Joseph Stiglitz, professeur, School of International and Public Affairs, Columbia University; lauréat du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel

Série de webinaires des chercheurs 2022, 10 novembre 2022

Commandité par : Wendy Dobson

Janet Davidson, Kimberlyn McGrail, Michael Hillmer et David O'Toole

Leveraging Real-time Data for Real Health Benefits

Webinaire, 15 novembre 2022, de 12 h 30 à 13 h 30, HE

Commandité par : Johnson & Johnson

Ben Felix et Rob Carrick

Will Unaffordability Cripple a Generation of Young Canadians?

Déjeuner table ronde à Toronto, 22 novembre 2022

L'honorable John R. Baird, Clint Davis et Robert Huebert

Arctic in Play: Strengthening Canada's Position in the North

Conférence annuelle Kierans, 29 novembre 2022

Commandité par : Tom Kierans et Mary Janigan

Ronan Seagrave, Tracy Johnson et James Brodie

Back in Operation: Innovative Solutions to Increasing Surgical Capacity

Webinaire, 1^{er} décembre 2022

Commandité par : Johnson & Johnson

L'honorable Victor Fedeli

Déjeuner table ronde à Toronto, 12 décembre 2022

Commandité par : Johnson & Johnson



À partir d'en haut à gauche :

Clint Davis, Robert Huebert, William B.P. Robson et L'Honorable John R. Baird



Dans le sens horaire, à partir d'en haut à gauche :
Scott Burns; Helen Sinclair; Rick Howson; Elyse Allen

COMMANDITAIRES EN 2022

WEBINAIRES/DÉJEUNERS TABLES RONDES

TORYS
LLP

Manulife



INTUIT
turbotax credit karma quickbooks mailchimp

**cfla
acfl**

Blakes
LAWYERS

BrucePower
Innovation at work

[intact]

CPP

accenture

Wendy Dobson

The Petman Foundation *PF*

**McMASTER
INNOVATION
PARK**

TRIO
CAPITAL GROUP

Forstner Group Inc.

**Toronto
Metropolitan
University**

CREA ACI
THE CANADIAN REAL ESTATE ASSOCIATION
L'ASSOCIATION CANADIENNE DE L'IMMEUBLE

TMX THE FUTURE IS YOURS TO SEE.

J.P.Morgan

CPA CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANTS CANADA
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS CANADA

J.P.Morgan



SOUPERS



Tom Kierans

CONFÉRENCES





En haut : Angela Ferrante, David Dodge et Marcia Moffat

En bas : Raza Hassan, Dr. Jeremy Kronick et Christopher Barker

LES MEMBRES DE L'INSTITUT EN 2022

PARTICULIERS

Lalit Aggarwal
Dalton Albrecht
Elyse Allan
Keith Ambachtsheer
Richard Anderson
Andrée Appleton
E. James Arnett, c.r.
James C. Baillie
Christopher Barker
Bruce Barker
George Bezaire
Thomas Bogart
Mike Brown
Scott Burns
Peter Buzzi
Robert Caldwell
Justin Caldwell
Brian Carter
Edmund Clark
Bert Clark
Jack Cockwell
Marshall Cohen
David Collyer
David Crane
John Crow
Bryan et Malkin Dare
David Denison
Hélène Desmarais
Edward Devlin
Wendy Dobson
David Dodge
Robert Dunlop
Janet Ecker
Don Ezra
William Falk
James Feehan
James Fleck
Paul Fletcher
William Fleury
Briar Foster
Robert Gold
Peter Goring
AJ Goulding
John A.G. Grant
Barry Gros

Douglas Grundy
Geoffrey Hale
Graham Hallward
Malcolm Hamilton
Raza Hasan
Timothy Hearn
Claudia Hepburn
Graeme Hepburn
Lawrence Herman
Jim Hinds
Tim Hodgson
Michael Horgan
Rebecca Horwood
Richard Howson (The Petman
Foundation)
Mark Hughes
H. Douglas Hunter
Julien Hutchinson
Richard Ivey
Susan Wolburgh Jenah
Jon Johnson
Donald Johnson
Robert Kaplan
John Kazanjian
Sheryl Kennedy
Claire M.C. Kennedy
Anna Kennedy
Jan Kestle
Thomas Kierans
Georg Knoth
Michael Landry
David LeGresley
Brian Levitt
Henry Lotin
Christina Mackinnon
Paul Martin
James McIlroy
Esther McNeil
Jack Mintz
Bruce Mitchell
Ronald Mock
Marcia Moffat
William Molson
Gary Mooney
Edward P. Neufeld
Angelo Nikolakakis
Joe Nunes

Hugh O'Reilly
Nick Pantaleo
Dani Peters
Reginald Petersen
David Powell
Theresa Redburn
Donald Reimer
Robert Richards
William B.P. Robson
Christine Robson
W.P. Rosenfeld, c.r.
Cameron Ross
George Rossolatos
Gale Rubenstein
Fred Rumak
Walter Schroeder
Daniel Schwanen
Lawrence Schwartz
Gerald Schwartz
Helen Sinclair
Paul G. Smith
Geoff Smith
James K. Stewart
Daniel Sullivan
Richard Tattersall
John Tennant
Simon Thang
Keith Thompson
Craig Thorburn
Tom Trimble
Annette Verschuren
Warren Viegas
Robert Weese
Howard Wetston
Catharine Whiteside
Gordon Wiebe
John Wilkinson
Alfred Wirth
David Wishart
Tom Woods



À partir d'en haut à gauche : Kristen Rogers, Farhana Mishra et Nancy Wright

En bas à gauche : Sharon Beepath

En bas à droite : Goldy Hyder

Les membres de l'Institut en 2022 (suite)

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

Université Carleton
HEC Montréal
Université McMaster
Université Northeastern
Université Queen's
Université de Toronto
Université Western
Université Wilfrid Laurier

ASSOCIATIONS, FONDACTIONS ET SOCIÉTÉS

3 Sixty Public Affairs Inc.
3M Canada
Accenture
Advocis
AGF Management Limited
Aird & Berlis LLP
Alberta Blue Cross
Alberta Investment Management Corporation
Algoma Central Corporation
Amazon Canada
Amgen Canada Inc.
Institut canadien des évaluateurs
Association canadienne des administrateurs de régimes de retraite
Assuris
AstraZeneca Canada Inc.
ATCO Ltd. & Canadian Utilities Limited
Bayer Inc.
BC Pension Corporation
BD Canada
Bennett Jones LLP
BlackRock
Blake, Cassels & Graydon LLP
BMO Groupe financier
Boehringer Ingelheim (Canada) Ltd.
Borden Ladner Gervais LLP
Boston Consulting Group Canada ULC
Brookfield Asset Management Inc.
Brown Mills Klinck Prezioso LLP
Bruce Power
Goal Group of Companies
Business Council of British Columbia

Conseil canadien des affaires
Banque de développement du Canada
C.S.T. Consultants Inc.
CAAT Pension Plan
Caisse de dépôt et placement du Québec
Calgary Real Estate Board
Société d'assurance-dépôts du Canada
Canada Guaranty
Canada Infrastructure Bank
Société canadienne d'hypothèques et de logement
Office d'investissement du régime de pensions du Canada
Canada-Belgium Committee
Association canadienne des producteurs pétroliers
Association des banquiers canadiens
Société canadienne du sang
Association canadienne des coopératives financières
Association canadienne de l'électricité
Association Canadienne de Financement et de Location
Association Canadienne du Gaz
Association canadienne du médicament générique
Banque Canadienne Impériale de Commerce
Institut climatique du Canada
Institut canadien d'information sur la santé
Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.
Association nucléaire canadienne
Canadian Organization For Rare Disorders
Association canadienne de l'immeuble
Association canadienne d'études fiscales
Association canadienne des télécommunications sans fil
Candor Investments Ltd.
Capital Power Corporation
CBI Health
Cenovus Energy Inc.
CEO Global Network
Ceridian
CFA Societies Canada
Chantier Davie Canada Inc.

Association canadienne de l'industrie de la chimie
Citibank Canada
Clairvest Group Inc.
Clean Prosperity
Cogeco Communication Inc.
Collèges Ontario
Credit Union Central Alberta Limited
CWB Financial Group
Deloitte
Groupe Desjardins
Digital Technology Supercluster
Fondation canadienne Donner
Dupont Canada
Earncliffe Strategies
EastLink
Economap Inc.
Edwards Lifesciences (Canada) Inc.
E-L Financial Corporation Limited
Elevate Export Finance Corp.
EllisDon Inc.
Empire Communities
Enbridge
Association canadienne du logiciel de divertissement
Banque Équitable
Exportation et développement Canada
Fidelity Investments
First National Financial LP
FleishmanHillard Highroad
Ford du Canada Limitée
Association des produits forestiers du Canada
FortisBC
Fuse Strategy
GE Canada
GlaxoSmithKline Inc.
Google Canada Inc.
Green Shield Canada
GWN Capital Management Ltd.
H&R Block Canada, Inc.
H.H. Angus & Associates Limited Consulting Engineers
Healthcare of Ontario Pension Plan
Hoffmann-La Roche Limited
Home Trust Company
Honda Canada Inc.
Hugessen Consulting
Hydro One Networks Inc.
Hydro Ottawa Holding Inc.
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée
Independent Electricity System Operator (IESO)
Innovate Cities

Les membres de l'Institut en 2022 (suite)

Innovative Medicines Canada	Medcan Health Management Inc.	Revera Inc.
Instacart	Medtech Canada	Rogers Communications Inc.
Association des courtiers d'assurances du Canada (ACAC)	Merck Canada Inc.	Rothmans, Benson & Hedges Inc.
Bureau d'assurance du Canada	Meridian Credit Union Limited	Sagard Holdings
Intact Corporation financière	Meta	Sagen
Interac Corp.	Metrolinx	Banque Scotia
Intuit	MindBeacon Group	SE Health
Association canadienne du commerce des valeurs mobilières	MITACS	Seymour Management Consulting Inc.
Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières	Morgan Meighen & Associates	Stewart McKelvey
Investment Management Corporation of Ontario	Banque Nationale du Canada	Summerhill Capital Management
ITCAN	National Payroll Institute	Financière Sun Life Inc.
J.P. Morgan Securities Canada Inc.	NATIONAL Public Relations	Suncor Energy Inc.
Fondation Jackman	NAV CANADA	Sussex Strategy Group
Johnson & Johnson Inc. Canada	Normandin Beaudry	TC Energy Corporation
JUUL Labs Canada Ltd.	Norton Rose Fulbright Canada LLP	Groupe Financier Banque TD
KingSett Capital Inc.	NOVA Chemicals Corporation	Teck Resources Limited
Kiwetinohek Energy Corp.	Novartis Pharmaceuticals Canada Inc.	Teladoc Health
KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.	Nutrien Ltd.	TELUS
Kyndryl Canada	Oak Hill Financial	Terrestrial Energy
Life Sciences Ontario	OMERS	La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie
Lifelabs	Ontario Long Term Care Association	The Conference for Advanced Life Underwriting
Maclab Development Group Maclab Properties Group	Ontario Power Generation Inc.	Institut des fonds d'investissement du Canada
Magris Performance Materials Inc.	Ontario Real Estate Association	The Woodbridge Company Limited
Manuvie	Ontario Retirement Communities Association (ORCA)	TMX Group Inc.
Market Surveillance Administrator	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	Torkin Manes LLP
Mastercard Canada	OPTrust	Toronto Leadership Centre
Matco Investments Ltd.	Osler, Hoskin & Harcourt LLP	Chambre de commerce de la région de Toronto
Mattamy Asset Management	Parkland Corporation	TorQuest Partners Inc.
Mattamy Homes	Patriot Forge Co.	Torys LLP
Maverix Private Equity	Payments Canada	Toyota Canada Inc.
Fondation Max Bell	Persis Holdings Ltd	TransAlta Corporation
McCain Foods Limited	Pfizer Canada Inc.	Trucking HR Canada
McCarthy Tétrault LLP	Pharmascience Inc.	Uber Canada, Inc
McKesson Canada	Power Corporation of Canada	Vanguard
McMaster Innovation Park	PwC Canada	Weston Forest
McMillan LLP	Société d'indemnisation en matière d'assurances	
Medavie Health	Randstad	
	RBC	
	Residential Construction Council of Ontario (RESCON)	

LE PERSONNEL DE L'INSTITUT

CHERCHEURS 2022

CHARGÉS DE RECHERCHE INVITÉS

Steve Ambler
Åke Blomqvist
Dan Ciuriak
Janet Davidson
Bev Dahlby
Don Drummond
G. Kent Fellows
Glen Hodgson
Edward Iacobucci
Thorsten Koeppl
Kevin Milligan
Mikawo Nitani
Tammy Schirle
Ari Van Assche

CHARGÉS DE RECHERCHE PRINCIPAUX

Elyse Allan
Richard Alvarez
John Armstrong
Robert Bell
Ben Brunnen
Alister Campbell
John Crow
John Curtis
Kevin Dancy
Leo de Bever
Joanne De Laurentiis
Dawn Desjardins
Edward Devlin

Dwight Duncan
Timothy Duncanson
Janet Ecker
Kenneth G. Engelhart
William Falk
Angela Ferrante
Claude Forget
Malcolm Hamilton
Lawrence Herman
Philip Howell
Lawson Hunter
Paul Jenkins
Maureen Jensen
Jon Johnson
Jim Keohane
Thomas Kierans
John Knubley
Guillaume Lavoie
Nicholas Le Pan
Sheila Leggett
Louis Lévesque
Wendy Levinson
Pierre Lortie
Jeffrey Lozon
Janice MacKinnon
John Manley
Jim McCarter
Michael McNair
Brian Mills
Jack Mintz
Ronald Mock
Bernard Morency
John Murray
Hugh O'Reilly
Stephen Orsini
Nick Pantaleo
John Pecman
Gerard Protti
Nobina Robinson

Mark Romoff
Henri-Paul Rousseau
Ian Russell
Marcel Saulnier
Shirlee Sharkey
Mark Smith
John Stackhouse
Jamison Steeve
Debra Steger
James K. (Jason) Stewart
Frank Swedlove
Gordon Thiessen
Miville Tremblay
Peter van Dijk
Konrad von Finckenstein
Edward Waitzer
Peter Wallace
Leonard Waverman
Harvey Weingarten
Howard Wetston
William White
Kenneth Whyte
Donald Wright
Mark Zelmer
Barbara Zvan

CHARGÉS DE RECHERCHE

Charles Beach
Marcel Boyer
John Chant
Susan Christoffersen
Miles Corak
Michael Devereux
Donald Dewees
Erwin Diewert
Wendy Dobson

Pierre Duguay
Ross Finnie
Pierre Fortin
John Helliwell
Ian Irvine
David Johnson
Cally Jordan
David Laidler
David Longworth
Deirdre McCloskey
Angelo Melino
Michael Parkin
John Richards
William Scarth
Tammy Schirle
Anindya Sen
Pierre Siklos
Arthur Sweetman
Steven Tobin
Michael Trebilcock
Daniel Trefler
Thomas Wilson
Jennifer Zelmer

CHARGÉS DE RECHERCHE INTERNATIONAUX

Timothy Brennan
Martin Eichenbaum
Peter Howitt
Beatriz Leycegui
Mark Stabile
Lawrence White

PERSONNEL DE L'INSTITUT

Mawakina Bafale

Assistante de recherche

Ana Remedios Bondoc

Coordonnatrice de bureau

Laura Bouchard

Directrice des communications

Gillian Campbell

Agente des communications

Nairy Cappiello

Adjointe de direction au président et coordonnatrice des RH

Ben Dachis

Vice-président associé, Affaires publiques

Nicholas Dahir

Assistant de recherche

Charles DeLand

Codirecteur de la recherche

Aline Emirzian

Gestionnaire, Services généraux

James Fleming

Vice-président et éditeur de la recherche

Rowena Jeffers

Contrôleuse

Holly Joys

Coordonnatrice du développement et des relations avec les membres

Angelica Kakridas

Agente de programmes

Tala Khaki

Agente de programmes

Hal Koblin

Directeur de l'avancement de la recherche

Jeremy Kronick

Directeur de la recherche sur les services monétaires et financiers

Alexandre Laurin

Directeur de la recherche

Christopher Lawson

Agent principal de développement

Colin MacKenzie

Éditeur, Intelligence Memos

Parisa Mahboubi

Analyste de politique principale

Lauren Malyk

Agente des communications

Yann Martin

Agent principal de développement

Duncan Munn

Président

Stéphane Paris

Directeur du développement et des relations avec les membres

Christa Perez

Coordonnatrice de la recherche

Joan Price

Secrétaire générale et assistante de direction auprès du chef de la direction

Zain Rashid

Agent du développement – conseils sur les politiques

William B.P. Robson

Chef de la direction

Daniel Schwanen

Vice-président de la recherche

Craig Seeley

Agent de programmes

Mitch Tentsos

Planificateur principal d'événements

Dharti Thakkar

Coordonnatrice de bureau

Tammy Trepanier

Planificatrice principale d'événements

Rosalie Wyonch

Analyste de politique principale

Tingting Zhang

Analyste de politique subalterne

Yang Zhao

Graphiste principale

ÉTATS FINANCIERS DE INSTITUT C.D. HOWE

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
l'Institut C.D. Howe

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Institut C.D. Howe (l'« Institut »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022, et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Institut conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Institut ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Institut.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Institut.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Institut à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Institut à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 16 mai 2023

INSTITUT C.D. HOWE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2022

	Notes	2022 \$	2021 \$
Actif			
Actifs à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		7 013 983	6 011 664
Débiteurs		257 423	206 406
Charges payées d'avance		91 377	79 110
		7 362 783	6 297 180
Placements à long terme	4	6 597 426	7 366 486
Immobilisations	5	208 187	312 330
		14 168 396	13 975 996
Passif			
Passifs à court terme			
Créditeurs et charges à payer	6	199 962	152 595
Produits reportés		4 057 821	3 252 713
		4 257 783	3 405 308
Passifs à long terme			
Apports en capital reportés		46 090	70 054
Loyers reportés		60 266	91 718
		106 356	161 772
		4 364 139	3 567 080
Soldes de fonds			
Fonds investi en immobilisations	7	162 097	242 276
Fonds de fonctionnement		4 573 032	4 373 725
Fonds de dotation	8	5 069 128	5 792 915
		9 804 257	10 408 916
		14 168 396	13 975 996

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration,

président du conseil

président du comité d'audit, des finances et des risques

INSTITUT C.D. HOWE

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Notes	2022 \$	2021 \$
Produits			
Apports et contributions		5 702 511	5 899 600
Produits tirés d'événements		1 245 036	599 362
Produits financiers – gains réalisés		160 771	44 149
Produits tirés de contrats		3 496	2 040
Produits financiers – (pertes) gains latents sur les placements liés au fonds de fonctionnement		(92 105)	18 894
Vente de publications		3 811	5 242
Aide publique		—	919 946
		7 023 520	7 489 233
Charges			
Frais de recherche, d'administration et charges relatives aux projets	9	6 752 214	5 929 090
Amortissement		152 178	181 971
Perte à la sortie d'immobilisations		—	2 937
		6 904 392	6 113 998
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice		119 128	1 375 235

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

INSTITUT C.D. HOWE

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Notes	Fonds investi en immobilisations \$	Fonds de fonctionnement \$	Fonds de dotation \$	2022 Total \$	2021 Total \$
Soldes au début de l'exercice		242 276	4 373 725	5 792 915	10 408 916	9 020 143
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges pour l'exercice		(128 214)	247 342	—	119 128	1 375 235
(Pertes) gains latents sur les placements au cours de l'exercice	8	—	—	(488 825)	(488 825)	454 780
Produits financiers	8	—	—	293 481	293 481	500 966
Transfert aux produits différés au cours de l'exercice	8	—	—	(528 443)	(528 443)	(942 208)
Achat d'immobilisations		48 035	(48 035)	—	—	—
Soldes à la fin de l'exercice		162 097	4 573 032	5 069 128	9 804 257	10 408 916

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

INSTITUT C.D. HOWE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Notes	2022 \$	2021 \$
Activités d'exploitation			
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice		119 128	1 375 235
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations		152 178	181 971
Perte à la sortie d'immobilisations		—	2 937
Amortissement des apports en capital reportés		(23 964)	(23 964)
Pertes (gains) latents sur les placements liés au fonds de fonctionnement		92 105	(18 894)
Amortissement des loyers reportés		(31 452)	(31 452)
		307 995	1 485 833
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement Débiteurs		(51 017)	431 362
Charges payées d'avance		(12 267)	2 415
Créditeurs et charges à payer		47 367	13 397
Produits reportés		805 108	296 632
		1 097 186	2 229 639
Activités d'investissement			
Achat d'immobilisations		(48 035)	(105 860)
Achat de placements à long terme		(1 033 545)	(2 961 800)
Produit de la vente de placements à long terme		1 710 500	1 413 173
		628 920	(1 654 487)
Activités de financement			
Dotations, gains latents et produits financiers, moins les pertes latentes et les virements	8	(723 787)	13 538
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		1 002 319	588 690
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		6 011 664	5 422 974
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		7 013 983	6 011 664
La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des éléments suivants :			
Trésorerie		541 668	284 175
Équivalents de trésorerie		6 472 315	5 727 489
		7 013 983	6 011 664

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2022

1. Description de l'organisme

L'Institut C.D. Howe (l'« Institut ») est un organisme sans but lucratif et indépendant créé à des fins d'éducation et de recherche. Il effectue des analyses indépendantes, commente les enjeux liés aux politiques publiques et convertit ses recherches spécialisées en mesures concrètes pouvant être prises par le gouvernement et le secteur privé. L'Institut est un organisme de bienfaisance enregistré et exonéré d'impôt en vertu du paragraphe 149 (1) (f) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Il a été constitué en société par actions en vertu de la Partie II de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 23 avril 1958 et prorogé en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* le 6 juin 2014.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers de l'Institut ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, publiées par les Comptables professionnels agréés du Canada, au moyen de la méthode du report, et reflètent les principales méthodes comptables suivantes :

Apports

Les apports sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus, à moins de restrictions résultant de directives précisées par le donateur, auquel cas les apports sont reportés jusqu'à ce que les charges admissibles soient engagées. Les apports de matières et de services utilisés dans le cours normal des activités de l'Institut sont comptabilisés à leur juste valeur lorsque les montants peuvent être estimés de façon raisonnable. Les dotations sont comptabilisées comme des augmentations directes des soldes de fonds. Les virements des fonds de dotation vers les produits reportés sont comptabilisés conformément aux ententes convenues avec les donateurs.

Aide publique

L'Institut comptabilise l'aide publique non affectée dans les produits lorsqu'elle est reçue ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa réception est raisonnablement assurée. L'aide publique non affectée est reportée et comptabilisée dans les produits lorsqu'il existe une assurance raisonnable que l'Institut respecte les conditions relatives à l'aide publique.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur lorsque l'Institut devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers, à l'exception des placements à long terme, sont évalués au coût amorti. L'Institut a décidé d'utiliser l'option de la juste valeur aux fins de l'évaluation des placements à long terme, et toute variation subséquente de la juste valeur est comptabilisée dans l'état des résultats.

Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont évalués à chaque date de clôture afin de déterminer si une indication de dépréciation existe. Dans l'affirmative, l'actif est déprécié et la perte de valeur connexe est comptabilisée dans l'état des résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, les dépôts productifs d'intérêts qui sont remboursables à vue et les titres canadiens dont les dates d'échéance initiales sont de trois mois ou moins.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2022

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés d'après leur date de règlement, et tous les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût au moment de l'acquisition. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire selon un taux annuel de 33 ⅓ % pour le matériel électronique, le matériel informatique et les logiciels et un taux annuel de 10 % pour le mobilier, les agencements et le matériel. Le matériel de conférence est amorti selon le mode linéaire sur six ans. L'affichage et les améliorations locatives sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Publications

Les publications ne sont pas comptabilisées à titre de stocks. Les coûts sont comptabilisés pour les publications dont la rédaction est en cours. Tous les coûts liés aux publications qui, à la fin de l'exercice, en sont à l'étape de la production sont passés en charges.

Apports en capital reportés

Les apports en capital reportés représentent les fonds reçus aux fins des améliorations locatives des bureaux et sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Loyers reportés

Les loyers reportés, composés des commissions de location, des loyers gratuits et des loyers réduits, sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés. Les résultats réels peuvent différer des estimations utilisées dans le cadre de la préparation des états financiers. Des estimations sont utilisées pour comptabiliser certains éléments, y compris, mais sans s'y limiter, les charges à payer, les produits reportés et la durée de vie utile des immobilisations.

Description des fonds

Fonds de fonctionnement

Les montants reçus, utilisés ou détenus par l'Institut à des fins de recherche et d'éducation sont comptabilisés dans le fonds de fonctionnement.

Fonds de dotation

Les fonds de dotation représentent les montants reçus donnés à titre de dotation par un tiers ainsi que tous les produits financiers désignés comme n'ayant pas été dépensés.

Fonds investi en immobilisations

Dans le fonds investi en immobilisations est comptabilisé le coût des immobilisations engagé par l'Institut, moins l'amortissement cumulé et les apports en capital reportés non amortis.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2022

3. Engagements

L'Institut a conclu un bail visant des locaux situés au 67 Yonge Street, à Toronto, en Ontario. Le bail expire le 30 novembre 2024. Les engagements minimaux futurs (excluant les frais d'exploitation) en vertu de ce bail se détaillent comme suit :

		\$
2023	106 605	
2024	97 721	
	204 326	\$

4. Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés dans les fonds suivants :

	Fonds de dotation \$	Fonds de fonctionnement \$	2022 Total \$	2021 Total \$
À long terme	5 069 128	1 528 298	6 597 426	7 366 486
Placements à long terme composés des éléments suivants :				
Titres à revenu fixe			2 142 671	2 265 555
Titres de capitaux propres canadiens			1 032 111	1 168 597
Titres de capitaux propres internationaux			3 422 644	3 932 334
			6 597 426	7 366 486

Le coût amorti des placements à long terme s'élevait à 6 357 007 \$ (6 526 360 \$ au 31 décembre 2021).

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2022

5. Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	2022 Valeur comptable nette	2021 Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Mobilier, agencements et matériel	450 968	421 267	29 701	42 273
Matériel informatique et logiciels	1 221 647	1 161 493	60 154	95 232
Matériel électronique	84 490	78 416	6 074	6 529
Matériel de conférence	94 556	92 867	1 689	—
Affichage	15 674	12 022	3 652	5 552
Améliorations locatives	759 195	652 278	106 917	162 744
	2 626 530	2 418 343	208 187	312 330

6. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et charges à payer comprennent un montant de 2 659 \$ (1 419 \$ en 2021) à l'égard de sommes à remettre à l'État.

7. Fonds investi en immobilisations

Le solde du fonds investi en immobilisations est composé des éléments suivants :

	2022 \$	2021 \$
Immobilisations (note 5)	208 187	312 330
Apports en capital reportés	(46 090)	(70 054)
	162 097	242 276

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2022

8. Fonds de dotation

	Roger Phillips	Jack Mintz	Études spéciales	Sylvia Ostry	Politique monétaire	2022 Total	2021 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	840 277	280 377	2 287 976	839 380	1 544 905	5 792 915	5 779 377
(Pertes) gains latents	(75 027)	(22 732)	(197 342)	(70 639)	(123 085)	(488 825)	454 780
Produits financiers	45 419	14 054	110 251	46 108	77 649	293 481	500 966
	(29 608)	(8 678)	(87 091)	(24 531)	(45 436)	(195 344)	955 746
Virement aux produits reportés	(122 936)	(14 942)	(255 905)	(78 920)	(55 740)	(528 443)	(942 208)
Solde à la fin de l'exercice	687 733	256 757	1 944 980	735 929	1 443 729	5 069 128	5 792 915

Le fonds de dotation Roger Phillips a été constitué dans le but de favoriser les échanges en matière de politique sociale. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Jack Mintz a été constitué afin de financer la visite annuelle d'un expert éminent et la tenue d'un séminaire sur l'économie par ce dernier. Au cours de l'exercice, aucun apport additionnel n'a été reçu (apport de néant en 2021). Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié aux études spéciales a été constitué afin de soutenir des projets spéciaux qui, autrement, seraient difficiles à financer au moyen des cotisations annuelles des membres. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation Sylvia Ostry a été constitué dans le but d'organiser une conférence annuelle au nom de Sylvia Ostry sur un thème lié à la politique économique internationale, à laquelle participera un conférencier de marque. Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés peuvent être utilisés aux fins de la dotation.

Le fonds de dotation lié à la politique monétaire a été constitué en 2009 afin de soutenir la recherche, la production de publications et des événements permettant de mieux comprendre la politique monétaire canadienne et de fournir des conseils à cet égard. Au cours de l'exercice, aucun apport additionnel n'a été reçu (apport de néant en 2021). Le capital doit être investi, et les produits financiers gagnés sont maintenus dans le fonds aux fins de la dotation.

Au cours de l'exercice, conformément aux souhaits des donateurs, un montant cumulatif de 528 443 \$ au titre des produits financiers réalisés (942 208 \$ en 2021) a été transféré aux produits reportés aux fins du financement d'activités futures qui auront lieu au cours des exercices 2023 à 2026.

Les fonds de dotation ont été investis dans des placements à long terme (note 4).

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2022

9. Régime de retraite

L'Institut est le promoteur d'un régime enregistré d'épargne-retraite collectif et d'un compte d'épargne libre d'impôt collectif à l'intention de ses employés. La responsabilité de l'Institut se limite à verser des cotisations de contrepartie pour l'exercice, et celles-ci se sont élevées à 141 162 \$ (135 789 \$ en 2021).

L'Institut est le promoteur d'un régime de retraite agréé à cotisations définies, et les cotisations pour l'exercice se sont élevées à 47 617 \$ (44 295 \$ en 2021).

10. Garanties

Dans le cours normal des activités, l'Institut conclut des ententes qui répondent à la définition de garantie. Les principales garanties de l'Institut sont les suivantes :

- (a) Dans le cadre d'un contrat de location, l'Institut a pris des engagements d'indemnisation visant l'utilisation d'installations d'exploitation. Selon les modalités de ce contrat, l'Institut a accepté d'indemniser les contreparties pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, toutes les obligations, pertes et poursuites et tous les dommages-intérêts survenant pendant ou après la durée du contrat. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.
- (b) Une indemnisation a été accordée à tous les administrateurs et dirigeants de l'Institut pour divers éléments, notamment, sans toutefois s'y limiter, tous les coûts de règlement de poursuites ou d'actions en justice occasionnées par leur association avec l'Institut, sous réserve de certaines restrictions. L'Institut a souscrit une assurance de responsabilité civile pour les administrateurs et les dirigeants afin de réduire le coût de toute poursuite ou action en justice éventuelle future. La durée de l'indemnisation n'est pas définie de façon explicite, mais se limite à la période au cours de laquelle la partie indemnisée a agi à titre de fiduciaire, d'administrateur ou de dirigeant de l'Institut. Le montant maximal éventuellement payable ne peut être raisonnablement estimé.
- (c) Dans le cours normal des activités, l'Institut a conclu des ententes qui prévoient l'indemnisation de tiers, notamment des ententes de confidentialité, des lettres de mission qui l'engagent envers des conseillers et des consultants, des contrats d'impartition, des contrats de location, des contrats liés aux technologies de l'information et des contrats de service. Aux termes de ces ententes d'indemnisation, l'Institut peut être tenu d'indemniser des contreparties pour les pertes subies par celles-ci par suite de manquements à l'égard de déclarations, de violations de la réglementation, de demandes d'indemnisation liées à des litiges ou de sanctions légales imposées aux contreparties par suite de la transaction. Les modalités d'application de ces indemnisations ne sont pas définies de façon explicite, et le montant maximal de tout remboursement éventuel ne peut être raisonnablement estimé.

La nature de ces ententes d'indemnisation empêche l'Institut d'estimer de façon raisonnable l'exposition maximale en raison des difficultés liées à l'évaluation du montant du passif qui découle de l'imprévisibilité des événements futurs et de la couverture illimitée offerte aux contreparties. Par le passé, l'Institut n'a pas effectué de paiements considérables en vertu de ces ententes d'indemnisation ou d'ententes similaires; par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers relativement à ces ententes.

INSTITUT C.D. HOWE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 2022

11. Gestion du risque

L'Institut se conforme à un énoncé des politiques de placement, qui comprend les objectifs de placement, les attentes en matière de rendement et les directives en matière de gestion de ses placements.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la valeur d'un placement fluctue en raison des variations des prix du marché, que celles-ci résultent de facteurs propres au placement en question ou de facteurs touchant tous les titres négociés sur le marché. Dans le but d'atténuer ce risque, l'Institut investit dans un portefeuille de placements diversifiés conformément à son énoncé des politiques de placement.

Risque de taux d'intérêt

L'Institut est exposé au risque de taux d'intérêt découlant de ses placements à long terme. Les variations du taux d'intérêt préférentiel peuvent avoir une incidence positive ou négative sur les produits d'intérêts de l'Institut. Une telle exposition augmentera en conséquence si l'Institut maintient un niveau d'investissement à long terme plus élevé dans l'avenir.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas d'une obligation et cause à l'autre partie une perte financière. Les politiques en matière de placement de l'Institut fournissent une définition des placements autorisés et prévoient des directives et des restrictions en ce qui a trait aux placements acceptables, ce qui réduit le risque de crédit.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue par suite des variations des taux de change. L'Institut investit dans des titres non canadiens et, par conséquent, il est directement exposé au risque de change, étant donné que la valeur des titres libellés en devises fluctuera en raison des variations des taux de change.

DEVENEZ MEMBRE

Votre adhésion constitue un investissement philanthropique dans des travaux de recherche visant à faire progresser les systèmes, les structures et les politiques qui soutiennent nos entreprises et à améliorer le bien-être économique et social de tous les Canadiens. L'appui que vous fournissez à cet effort est d'une grande importance pour l'Institut.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'adhésion à l'Institut, veuillez prendre contact avec :
Stéphane Paris au 416 865-1904, poste 0238, ou à SParis@cdhowe.org

APPUYEZ L'INSTITUT

Votre soutien personnel est essentiel pour permettre à l'Institut d'accroître son influence sur les politiques. L'Institut C.D. Howe, un organisme de bienfaisance, vous demande de prendre quelques instants pour faire un don personnel dès aujourd'hui. Pour faire votre don, vous pouvez nous téléphoner au 416 865-1904 ou envoyer un courriel à cdhowe@cdhowe.org.

PRENEZ CONTACT AVEC NOUS

Vous pouvez prendre contact avec nous par téléphone au 416 865-1904 ou sur notre site Web : cdhowe.org.

Institut C.D. Howe

67, rue Yonge, bureau 300 Toronto (Ontario) M5E 1J8

www.cdhowe.org

Institut C.D. Howe, 67, rue Yonge, bureau 300 Toronto (Ontario) M5E 1J8